

vendredi, juin 17, 2022

[Accueil](#)[Nous contacter](#)[Politique de confidentialité](#)[ACCUEIL](#)[ACTUALITÉ](#)[POLITIQUE](#)[SOCIÉTÉ](#)[CULTURE](#)[ÉCONOMIE](#)[SPORT](#)[DÉBATS](#)[PORTRAIT](#)Vous êtes ici ► [Accueil](#) > [Actualité](#) > [Malek Zitouni : « La géopolitique de l'eau couve ci et là des conflits latents »](#)

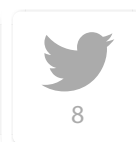
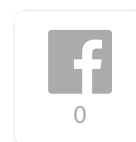
Malek Zitouni : « La Géopolitique De L'eau Couve Ci Et Là Des Conflits Latents »

[Actualité](#) [Société](#) - juin 14, 2022

L'Afrique détient d'importantes réserves d'eau, pourtant l'eau potable n'est pas à la portée d'une grande partie de sa population. Même si la problématique de la gouvernance d'eau ne se pose pas de la même manière dans le monde, Malek Zitouni, consultant international en développement durable, propose que la « prise de conscience de grands risques » liée aux dégâts sanitaires en absence d'eau potable soit une cause nationale en Afrique.

Propos recueillis par **Arnauld KASSOUIN (Coll.)**

RÉSEAUX SOCIAUX



ANNONCE

DERNIERS ARTICLES



Travaux publics et patrimoine culturel : L'Inmaac outil des professionnels de la construction et de l'aménagement du territoire

juin 16, 2022 0



Bepc 2022 : Les précisions du Ddestfp/Atlantique

Bénin Intelligent : Comment l'eau peut-elle être considérée comme un facteur de développement durable ?

Malek Zitouni : « L'eau, c'est la vie » dit-on. Autrement dit, l'accès à l'eau incarne l'une des clés fondamentales, si ce n'est la clé de voûte, du développement durable dans le contexte principalement des pays en développement.

L'eau dans toutes ses dimensions est pour le développement durable ce que le liquide biologique est pour notre corps. Son rapport vital à la terre nourricière qu'elle fertilise, son pouvoir magique sur notre santé et notre bien-être ainsi que son usage historique de formidable source d'énergie bleue (20% de l'électricité mondiale est issue de l'hydroélectricité) font d'elle un puissant facteur de développement.

Néanmoins, pour relativiser un peu, je dirais que : l'accès à l'eau est à la fois indissociable et tributaire de l'accès à l'énergie pour emprunter laborieusement le chemin du développement durable dans son acceptation économique et sociale.

L'Afrique, continent des paradoxes, avec 17 grands fleuves et 160 lacs, elle compte 330 millions d'habitants, soit 40 % de sa population, qui n'ont pas accès à l'eau potable. Plus de 600 millions d'habitants vivent sans électricité, essentiellement en Afrique de l'Ouest et centrale. Le taux d'électricité n'avoisine même pas les 50%.

Avec de telle condition, on pourrait bien se demander si l'espoir est permis avec l'agenda 2030 des Objectifs de développement durable et l'agenda 2063 de l'Union africaine. L'Odd 6 qui interpelle sur les impératifs – de l'accès universel à l'eau potable et aux services d'assainissement ; du traitement, du recyclage et de la réutilisation des eaux usées ; de l'utilisation rationnelle de l'eau dans tous les usages ; de la gestion intégrée des ressources en eau y compris dans le cadre de la coopération transfrontalière ; de la fourniture aux pays en développement des technologies de production d'eau potable ... signifie-t-elle pour autant que ces nobles aspirations de l'appel onusien feront de l'eau le moteur du développement durable ?

Au regard du contexte des pays les moins avancés particulièrement, il est incontestable que les ressources en eau combinées naturellement au droit d'accès à l'électricité constituent un facteur déterminant du développement durable au sens large du terme.

Les difficultés de gestion de l'eau sont-elles l'apanage des pays en voie de développement ?

La problématique de gouvernance des ressources en eau ne se pose pas à tous de la même manière. Alors que pour les pays en développement l'accès à l'eau et à l'assainissement constitue un enjeu majeur pour la survie, le monde développé qui se partage 60% des ressources de la planète en eau douce se distingue par une mauvaise gestion et un gaspillage de l'eau, notamment dans l'exploitation et le développement intensif des activités agricoles et industrielles.

Cependant, selon un précédent rapport du Fonds mondial pour la nature (Wwf) intitulé « Pays riches, médiocres pour l'eau », certaines nations prospères ne sont pas épargnées par les crises de l'eau en raison du changement climatique et de la mauvaise gestion des ressources, provoquant des pollutions et même des pénuries en Australie, en Espagne, au Royaume-Uni, aux États-Unis

sur le décès de son représentant à Sô-Ava

juin 15, 2022 0



Malek Zitouni : « La géopolitique de l'eau couve ci et là des conflits latents »

juin 14, 2022 0



Cherté de la vie : 4 propositions du ministre Wadagni

juin 13, 2022 0



Bepc 2022 : 119. 746 candidats contre 145. 959 en 2021

juin 13, 2022 0

COMMENTAIRES RÉCENTS

- Dansou** dans Marcel Viègbè à propos de la masturbation : « Ne gaspillons pas le sang blanc »
- icrit** dans Musique/ Guy Mapoko : Du rock au service du panafricanisme
- YAYA Ogon** dans Cellule d'analyse et de traitement des plaintes et dénonciations : Des détails sur le fonctionnement et la saisine
- Hervé NOUANTI** dans Suite à l'alerte de Colince Yan : Le fondateur de "As world Tech" dote l'étudiante Arielle Nouanti d'un ordinateur
- Elements of Style** dans David Koffi Aza : « Les événements m'ont obligé à faire le choix de la politique »

CATÉGORIES

et au Japon. Le Wwf recommande alors à ces pays de « ... réparer les infrastructures vétustes, de réduire la contamination des eaux et d'adopter des modes d'irrigation moins gourmands en ressources hydriques ».

Quelle lecture faites-vous de la gestion de l'eau en milieu urbain notamment dans les grandes villes des pays en développement ?

L'expansion rapide des villes dans les pays en développement, poussée par une migration effrénée des populations rurales, n'arrive pas à contenir le phénomène des bidonvilles qui abritent aujourd'hui plus de 800 millions d'habitants.

La gestion urbaine de l'eau est aussi complexe que la gestion de tous les services de la ville, particulièrement dans les pays africains confrontés notamment au manque d'infrastructures d'accès à l'eau et aux services d'assainissement. L'exode massif et incontrôlé vers les villes complique toute forme de planification urbaine et encore plus l'organisation des services de base tels que la distribution d'eau, de l'électricité, la gestion des déchets et l'assainissement, ...

C'est ce qui a amené d'ailleurs les Nations unies à inclure parmi les Objectifs de développement durable la cible Odd11 « Villes et communautés durables » dont l'ambition est notamment de « réhabiliter et à planifier les villes, ou tout autre établissement humain, de manière à ce qu'elles puissent offrir à tous des opportunités d'emploi, un accès aux services de base, à l'énergie, au logement, au transport, aux espaces publics verts et autres, tout en améliorant l'utilisation des ressources et réduisant leurs impacts environnementaux »

LIRE AUSSI: [Razak Oba, président de l'Apodd : « Le Bénin est un bon élève en matière de mise en œuvre des Odd »](#)

La maîtrise de l'approvisionnement en eau se révèle être un facteur de conflit dans le monde. Pourquoi ?

La géopolitique de l'eau, comme celle de l'énergie d'ailleurs, couve ci et là des conflits latents, donc le stress hydrique peut mener à des conflits violents. Dieu merci, le monde ne connaît pas encore la guerre de l'eau. Il est quand-même espéré que la technologie viendra tôt ou tard au secours de l'idéal « accès de tous à l'eau potable » pour en faire une réalité mondiale tangible du développement durable. Et que l'hydro-diplomatie éloignera le spectre d'une hypothétique nouvelle guerre de l'eau là où le stress hydrique et les tensions politiques se font sentir depuis longtemps.

La crispation autour de l'accès à l'or bleu est l'apanage des seuls pays du sud qui se disputent, à tort ou à juste raison, les ressources hydriques qu'elles partagent géographiquement ou qu'elles sont censées exploiter équitablement. Les tensions et les conflits, latents ou manifestes, en rapport avec l'eau affectent particulièrement les zones du Proche Orient, de l'Afrique, de l'Asie centrale et de la Péninsule indienne.

En Afrique, la géopolitique de l'eau représente parfois un enjeu stratégique majeur, voire de souveraineté, pour certains pays qui entourent le Nil par exemple : l'Égypte principalement et le

- Actualité
- Culture
- Débats
- Économie
- Politique
- Portrait
- Société
- Sport

NEWSLETTER

Email

S'abonner

Soudan, en conflit permanent avec l'Éthiopie qui édifie le "Grand Ethiopian Renaissance Dam". Sur le même continent, autour des autres grands bassins fluviaux transfrontaliers (Niger, Tchad, Congo, ...) les nombreux États concernés semblent s'accommoder néanmoins des vicissitudes de la géographie. Quant aux conflits intercommunautaires, de moindre intensité, pour des transferts d'eau ou pour la marchandisation de l'eau dans les agglomérations, ils se déclarent fréquemment en Afrique sub-saharienne.

Quels est l'étendue des ravages liés au manque d'eau dans certaines zones ?

Derrière l'énoncé de l'Odd 6 se cache un fléau sanitaire silencieux et meurtrier : les maladies hydriques qui tuent chaque année 2,6 millions de personnes, dont 1,8 million d'enfants. Selon l'Unicef 180.000 enfants de moins de 5 ans – soit à peu près 500 par jour – meurent en Afrique subsaharienne à cause de maladies diarrhéiques imputables au manque de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène des mains.

Les maladies hydriques sont bien connues : choléra (« maladie des mains sales »), diarrhée (propagée par l'eau contaminée), typhoïde (infection causée par de l'eau ou des aliments contaminés par des selles contenant une bactérie), hépatite A (infection par des virus transmis par l'eau et les aliments en raison d'une mauvaise hygiène), bilharziose (deuxième infection parasitaire importante après le paludisme. Sa transmission est liée à la contamination des sources d'eau douce avec les excréments des personnes atteintes de cette maladie), poliomyélite (très contagieuses, elle se transmet notamment par l'eau ou les aliments contaminés par des selles de personnes atteintes de la polio), etc.

Toujours avec les maladies en rapport avec les carences liées au manque de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, il y a aussi les maladies à transmission dite vectorielle : Le paludisme (ou malaria, maladie infectieuse parasitaire due à un parasite lors de la piqûre par une femelle moustique), La dengue (maladie infectieuse grave de type grippal, transmise par des moustiques tigres), la gale (Infection cutanée contagieuse causée par un manque d'hygiène corporel), l'onchocercose (infection d'origine parasitaire causant la cécité ayant pour vecteur des petites vers qui se reproduisent dans l'eau), le trachome (maladie infectieuse des yeux qui peut provoquer une cécité. Elle est transmise par les mains, les vêtements ou les mouches qui envahissent les visages d'enfants infectés)...

Certaines de ces maladies sont simples à soigner et à prévenir. Pourquoi font-elles alors encore des milliers de victimes ?

La publication « Le baromètre 2021 de l'eau, de l'assainissement & de l'hygiène », éditée en mars 2021 par « Solidarités Internationales », s'appuyant sur des sources de l'Oms, de l'Unicef et de l'Onu, donne un état des lieux révélateur et édifiant qui répond sans détours à votre question :

- « 2,2 milliards de personnes, soit 29 % de la population mondiale, n'ont pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable gérés en toute sécurité.
- « 4,2 milliards de personnes, soit 55 % de la population mondiale, ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité.
- « 673 millions de personnes, soit 8,92 % de la population mondiale, défèquent à l'air libre.
- « 1 établissement de santé sur 2, dans les 47 pays les moins avancés de la planète, est dépourvu

de services d'approvisionnement en eau

– « 1 établissement de santé sur 3 dans le monde ne permet pas de garantir l'hygiène des mains là où les soins sont prodigués

– « Seuls 30 % des établissements scolaires dans le monde disposaient d'un service de base d'approvisionnement en eau potable en 2019.

– « Seulement 60 % des personnes dans le monde ont accès à un équipement de lavage des mains (eau et savon) chez eux.

– « 842 000 personnes meurent chaque année de diarrhées dues à un assainissement inadéquat.

– « 297 000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque année de diarrhées, pour avoir bu de l'eau insalubre ou par manque de services d'assainissement ou d'hygiène des mains.

– « 50 % des cas de sous-nutrition infantile dérivent de diarrhées à répétition et d'infections intestinales liées à une eau non-potable, un assainissement inadéquat ou à une hygiène insuffisante... »

De toutes les infections dont on a fait état, ce sont incontestablement les maladies diarrhéiques qui défraient la chronique avec 1,7 milliards de personnes affectées chaque année et plus de 842 000 personnes dont 350 000 enfants de moins de 5 ans en meurent.

Pour réduire la mortalité infantile, c'est la Thérapie par réhydratation orale (Tro), adoptée par l'Unicef et l'Oms à la fin des années 1970, qui a permis de mieux prendre en charge les cas de diarrhées infantile avec des résultats significatifs (chute des décès de 4,5 millions en 1979 à 1,6 million en 2002). La prévention à domicile est de mise, telle que recommandée par les deux institutions, pour affronter ce danger qui guette un peu trop nos enfants en Afrique subsaharienne.

Que proposeriez-vous pour mettre un terme à ce désastre causé par le manque d'accès à l'eau potable ?

La prise de conscience des grands risques de désastres sanitaires, d'une part, et l'éducation à l'eau et à l'hygiène, d'autre part, doivent être érigés en une « cause nationale » qui fait obligation à tous les acteurs publics, privés et de la société civile de contribuer par tous les moyens pour créer durablement un environnement sain dans le milieu rural et le monde urbain dans les pays africains les plus exposés. D'un point de vue global, les Odd et l'agenda 2063 de l'Union Africaine qui en découle sont un remarquable outil de progrès humain dans la mesure où le grand défi du « Droit à l'eau et à l'assainissement pour tous » soit garanti, comme stipulé dans la déclaration en mars dernier du 9ème Forum mondial de l'Eau de Dakar.

Au regard du constat alarmant, il me paraît indispensable que des mesures ambitieuses de formation et d'éducation encadrées ainsi que des actions de solidarité nationale et internationale soient mises en œuvre. Elles consisteraient notamment à mobiliser : Les Ong œuvrant dans les domaines de la santé, l'éducation et l'environnement pour sensibiliser et aider les populations des zones rurales : les femmes et les enfants (focus group) sur les dangers de l'eau insalubre ; les agriculteurs en vue de protéger les sources d'eau, en aménageant des points d'eau (suppression des étangs, ...) et en construisant des latrines.



Mobiliser les acteurs économiques publics et privés pour soutenir (en sponsorisant) les établissements scolaires et les établissements de soins pour l'acquisition de purificateurs d'eau à osmose inverse couplée avec des rayons UV (à équiper de panneaux photovoltaïques en zones rurales).

Des Ong pourraient lancer éventuellement une opération : « Une école, une fontaine ! » et « Un dispensaire, une fontaine ! ». Ce type d'investissement social des entreprises locales et étrangères pourrait être exonéré d'impôts et de droits de douane. Et aussi, mobiliser les moyens nécessaires (budgets spéciaux d'équipement technologique, coopération internationale) pour la modernisation et le renforcement des capacités de traitement des eaux (purification, dessalement, recyclage, ...)

Ces mesures, qui reposeraient sur un apport technologique, auraient un impact positif considérable sur la santé

et le bien-être des enfants et des populations.

LIRE AUSSI: Aziz Adjapké, acteur de la diaspora : « Dans les pays africains, plus on est jeune, plus on a peur de se lancer en politique »

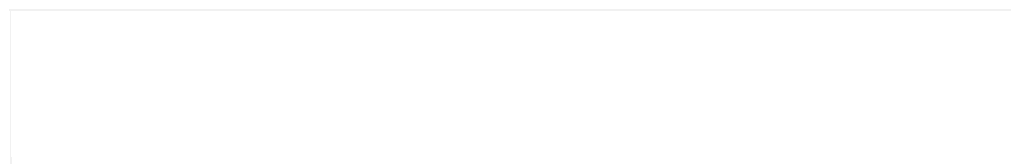
Vous êtes Conseiller en développement de la société Coswatech International qui concentre ses activités sur l'accès à l'eau. Dites-nous, d'où est partie cette nécessité de produire l'eau Unigaia ?

Unigaia est une application opérationnelle de la société Coswatech International sur les différents paramètres de l'eau, pureté, minéralité, alcalinité, énergie, avec possibles d'ajouts de protéines, vitamines, oligo-éléments pour en faire une eau de qualité thérapeutique. En créant l'eau des patriarches, par exemple, Unigaia franchit une première étape en créant une eau spéciale pour les personnes âgées qui connaissent de forts déficits hydriques générateurs de nombreuses pathologies.

Notre recherche est à la croisée des sciences ancestrales tel l'Ayurveda en Inde et de la science occidentale. Nous offrons donc un vaste panel de solutions, de la filtration la plus simple, sans énergie à des solutions de purification maximale grâce à l'osmose inverse. La large connaissance de tous les aspects du traitement de l'eau nous permet de satisfaire toutes les demandes tant au niveau qualité que coût. Qu'il s'agisse de la France ou de l'Afrique, nous partageons le même problème présent ou en terme de résilience alimentaire notamment au niveau de l'eau.

C'est la raison pour laquelle nous avons développé le concept de micro-unité "Gaianda Factory" de production d'eau et autres boissons dérivées dans des conteneurs spécialement aménagés, autonomes sur le plan énergie et pouvant produire de l'eau potable à partir de n'importe quelle ressource, facilement transportables et installables. Nous abordons le problème de l'eau sous l'angle qualité et quantité de l'hydratation, pour toutes les générations à commencer par les enfants. 85% des maladies du Sud sont d'origine hydrique, l'excès de consommation de sodas trop sucrés génère diabète et obésité. Notre action doit donc être également pédagogique et amener à substituer progressivement les boissons industrielles par des boissons produites sur place et plus saines pour la santé.

Merci.



📌 Marqué Gestion durable, eau, stress hydrique, Malek Zitouni, Afrique Odd Bénin

[< Article précédent](#)

Cherté de la vie : 4 propositions du ministre Wadagni

[Article suivant >](#)

Bepc 2022 : Les précisions du Ddestfp/Atlantique sur le décès de son représentant à Sô-Ava

Laisser un commentaire

